

D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2002-238

R-3488-2002

8 novembre 2002

PRÉSENT :

M^e Marc-André Patoine, B.A., LL.L.
Régisseur

Hydro-Québec
Demanderesse

et

Ville de Montréal
Défenderesse

Demande en vertu de l'article 31 in fine la Loi sur la Régie de l'énergie et de l'article 30 de la Loi sur Hydro-Québec

Demande de fixer les conditions d'installation d'une partie de son réseau de distribution d'électricité dans le territoire de la Ville de Montréal

1. LA DEMANDE

La Régie de l'énergie (la Régie) a reçu une lettre du procureur de la Ville de Montréal demandant la suspension du dossier jusqu'au 20 décembre 2002, puisque les participants ont :

- convenu de reprendre leurs pourparlers dans les différends qui les opposent relativement au déploiement du réseau de distribution électrique sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal;
- de se faire accompagner, dans le cadre de ces pourparlers, par un accompagnateur-facilitateur dont le mandat se termine le 20 décembre 2002 ou à toute autre date ultérieure arrêtée par le comité directeur composé de M. Yves Filion, président d'Hydro-Québec distribution, et de M. Guy Coulombe, directeur général de la Ville de Montréal;
- convenu de suspendre les procédures en cours devant la Commission municipale du Québec (deux dossiers) et devant la Régie jusqu'à l'échéance du 20 décembre 2002.

Cette lettre était accompagnée d'un extrait du procès-verbal de la séance du comité exécutif de la Ville de Montréal en date du 16 octobre 2002 et portait le numéro CE021788 confirmant l'intention des participants de suspendre les procédures pour procéder à une médiation.

La Régie a la compétence, en vertu de l'article 31, in fine, de la *Loi sur la Régie de l'énergie*¹ (la Loi) pour décider d'une demande soumise en vertu de l'article 30 de la *Loi sur Hydro-Québec*².

L'article 30 de la *Loi sur Hydro-Québec* mentionne qu'à défaut d'une entente entre Hydro-Québec et la municipalité concernée, la Régie fixe les conditions relatives au placement « *des poteaux, fils, conduits ou autres appareils sur, à travers, au-dessus, au-dessous ou le long de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau* » qui deviennent obligatoires pour les parties.

La Régie constate que les parties lui ont demandé de trancher une requête en exception déclinatoire qui ne peut être soumise ni à la médiation ni au consentement des parties.

¹ L.R.Q. c. R-6.01.

² L.R.Q. c. H-5.

Toutefois, la Régie comprend qu'il était de l'intention du législateur que la Régie n'intervienne qu'en cas de défaut d'entente entre Hydro-Québec et la municipalité concernée.

La Régie prend donc acte de la volonté des parties de tenter un règlement de l'ensemble de leurs différends et suspend le présent dossier jusqu'au 20 décembre 2002.

VU ce qui précède;

CONSIDÉRANT la *Loi sur la Régie de l'énergie*, notamment l'article 31;

CONSIDÉRANT la *Loi sur Hydro-Québec*, notamment l'article 30;

La Régie de l'énergie :

SUSPEND le présent dossier jusqu'au 20 décembre 2002.

Marc-André Patoine
Régisseur

Hydro-Québec représentée par M^e Éric Fraser;
Ville de Montréal représentée par M^e Philippe Berthelet.